

**INCLUSION FINANCIERE**

**Echos des bénéficiaires
des produits FNFI**

**“Le FNFI donne
un coup de pouce
financier aux
jeunes et femmes
dans le besoin”,
Kpékpa Massa-
Abalo bénéficiaire
AGRISEF installé à
Atakpamé**

PAGE 2

ECONOMIE

**Facilitation du transit en
Afrique de l'ouest**

**Des acteurs du
commerce et
des transports
renforcent leurs
capacités**

A Lomé se tient depuis lundi 17 avril un atelier national de formation des acteurs du commerce et des transports ...

PAGE 5

ETRANGER

Mali/Sécurité

**L'Allemagne se
donne neuf à
douze mois pour
retirer ses soldats**

L'Allemagne table sur neuf à douze mois pour retirer ses soldats du Mali, retrait imposé par les nouvelles réalités ...

PAGE 4

Dossier / Togo

Quelle stratégie face à la hausse des prix du coton ?

Une chose est d'avoir des stratégies de développement, et l'autre, plus importante, est de définir avec minutie l'ossature financière pour atteindre les objectifs. Le Togo fait partie des pays en développement qui affichent une volonté traduite dans les faits. Le budget 2023 du pays fait ressortir clairement les axes ...



PAGES 6&7

**Programme Compact**

Le Togo bénéficie de 12 millions de dollars du MCC

L'accord officialisant l'éligibilité du Togo au programme Compact du Millenium challenge corporation (MCC) a été officiellement signé le 14 avril dernier à Washington. La signature est intervenue entre le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya et le vice-président des opérations du Compact, Cameron Alford, en marge des assemblées annuelles du printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque ...

PAGE 5

DERNIERES HEURES

Protection de l'environnement : le Port autonome de Lomé va consacrer un budget de 60 millions CFA

Le Port autonome de Lomé (PAL) va renforcer ses actions en faveur de l'environnement. Cette année, la plateforme va consacrer 60 millions FCFA pour financer plusieurs activités dans le secteur.

Le plan d'actions environnementales 2023 du port de Lomé dévoilé il y a quelques jours, vise à réduire l'impact environnemental généré par l'exploitation des services portuaires et la décarbonisation de l'infrastructure. Le plan sera aussi consacré à la salubrité du domaine public portuaire et des navires et permettra de gérer de façon durable les pollutions et les nuisances.

L'enveloppe servira en outre à renforcer la sécurité et la santé des travailleurs. L'objectif est de « prendre en compte le problème environnemental, dans son ensemble, pour une meilleure gestion » de la plateforme portuaire, a déclaré le directeur général du PAL, le contre-amiral Fogan Kodjo Adégnon.

Certifié ISO 14001 version 2015 pour l'environnement, le Port autonome de Lomé répondra via ce plan d'action, aux exigences imposées par cette norme et devrait être plus compétitif tout en gardant sa place de leader.

Renouvellement des dirigeants

Qui veut sacrifier son avenir politique pour Kpodzro et Agbéyomé ?

A peine les anciens responsables de la Dynamique monseigneur Kpodzro ont tourné le dos, qu'une nouvelle équipe est déjà en place. Elle a à sa tête Paul Missiagbéto, un proche collaborateur du président national du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD), l'ancien ...



PAGE 3

	SOMMAIRE	<p>Mali/Sécurité L'Allemagne se donne neuf à douze mois pour retirer ses soldats</p>  <p>P 4</p>	<p>Programme Compact Le Togo bénéficie de 12 millions de dollars du MCC</p>  <p>P 5</p>	<p>Déforestation Les communautés autochtones mènent une lutte sans concession</p>  <p>P 10</p>
---	-----------------	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

"Le FNFI donne un coup de pouce financier aux jeunes et femmes dans le besoin", KPEKA Massa-abalo bénéficiaire AGRISEF installé à Atakpamé

Atakpamé dans la région des plateaux est la ville où nous déposons ce mercredi, une fois de plus nos valises pour partager avec vous les témoignages d'un bénéficiaire du produit "Accès des Agriculteurs aux Services Financiers" (AGRISEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). La trentaine, KPEKA Massa-abalo a fructifié le crédit AGRISEF d'un montant de 100.000 FCFA en exploitant une petite superficie de culture d'arachides. Retour sur le parcours de notre heureux bénéficiaire.

Dans la région des plateaux et notamment à Atakpamé, la ville aux sept collines, nombreux sont les jeunes vaillants qui ont obtenu le crédit AGRISEF pour démarrer ou consolider des activités agricoles. Parmi eux, KPEKA Massa-abalo qui se réjouit aujourd'hui du fait que le FNFI lui a permis de concrétiser son rêve qui était celui de cultiver les arachides.

"Avoir une idée d'exercice d'une activité génératrice de revenus et ne pas avoir les moyens surtout financiers de pouvoir donner corps à son envie est une réalité à laquelle se retrouvent confrontés bon nombre de togolais. Et c'est justement pour briser ce

goulot d'étranglement que plusieurs initiatives, à l'instar du FNFI existent afin de donner un coup de pouce financier aux jeunes et femmes dans le besoin. C'est ainsi que lorsque j'ai assez mûri mon idée d'exploitation de champ d'arachides, et vu que j'avais déjà une superficie cultivable, je me suis simplement rapproché de COOPEC ILLEMA qui est une microfinance partenaire du FNFI dans la région des plateaux. C'est justement un des agents de crédit qui m'a donc informé que le produit AGRISEF était justement destiné à nous jeunes agriculteurs qui voulons nous lancer dans l'exploitation agricole. Et c'est en ce moment que je me suis dit que je devais saisir ma chance pour



KPEKA Massa-abalo

tenter d'obtenir le crédit tant attendu". Et justement le FNFI dans son partenariat avec les 26 Prestataires de Services Financiers partenaires ont facilité le processus d'octroi

de microcrédit afin de permettre aux personnes de bonne foi qui en font la demande de pouvoir obtenir le microcrédit dans les délais.

"Une fois que je me suis

donné toutes les chances de pouvoir obtenir le microcrédit, j'ai alors commencé à remplir une à une toutes les conditions exigées pour obtenir le crédit. Constitution d'un groupe solidaire, formation technique et axée sur la gestion financière puis enfin octroi de microcrédit. J'ai alors obtenu une première tranche de 100.000FCFA qui m'a permis de pouvoir acheter les kits d'outillage, les intrants et les semences. Et c'est donc le résultat que vous voyez après seulement quelques mois de fructification du crédit. Avec la superficie que j'ai exploitée, je compte à terme obtenir plusieurs sacs d'arachides que je vendrai non seulement en gros mais aussi en détails.

Je reste convaincu que je dégagerai assez de revenus pour faire face à mon quotidien et à celui de ma famille. Pour l'heure, je suis très épanoui car le FNFI m'a donc permis de réaliser mon rêve et de m'épanouir jour après jours."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatine
E-mail : atogomatine@gmail.com
Site web: www.togomatine.tg
Tw: @togomatine1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Renouvellement des dirigeants Qui veut sacrifier son avenir politique pour Kpodzro et Agbéyomé ?

A peine les anciens responsables de la Dynamique monseigneur Kpodzro ont tourné le dos, qu'une nouvelle équipe est déjà en place. Elle a à sa tête Paul Missiagbéto, un proche collaborateur du président national du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD), l'ancien Premier ministre Agbéyomé Messan Kodjo. Ces messieurs et dames qui s'alignent sur la dictature de monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro et d'Agbéyomé Kodjo souhaitent-ils sacrifier leurs carrières politiques, ou est-ce juste de l'opportunisme ?

Paul Missiagbéto affirme qu'il faut solder ce que lui et ses patrons considèrent comme étant le contentieux électoral du 22 février 2020. A cette allure, monsieur Missiagbéto qui a déjà connu la prison ne parviendra à rien, il ne fera que sacrifier sa carrière politique pour des messieurs qui sont en train de couler en douce leurs retraites. Ou bien, il servira d'instrument à monseigneur Kpodzro qui visiblement est dans une vendetta personnelle voulant sans doute régler les comptes pour certains événements des années 90 dont il a été l'un des principaux

déclencheurs. S'il avait été courageux en tenant tête à ses amis du Haut conseil pour la République (HCR) qui tenaient tant à dissoudre le Rassemblement du peuple togolais (RPT), les choses auraient peut-être pu se passer autrement, la transition politique aurait pu connaître un certain succès, même si les gens avaient déjà braqué le pouvoir de Lomé lors des débats ; et avaient mis l'armée sur la défensive.

Si monsieur Missiagbéto le souhaite, il peut servir d'instrument de vengeance à Agbéyomé Kodjo qui n'a jamais digéré sa déchéance vis-

à-vis du général Eyadéma ; qui croit que le pouvoir devrait lui revenir après ce dernier et qui veut en découdre avec la descendance de son ancien bienfaiteur. Tant pis pour Paul Missiagbéto qui au lieu de prendre exemple sur son aîné Gérard Adja, préfère être un chiffon que l'on jettera après usage.

Il faut que la nouvelle



Paul Missiagbéto

équipe dirigeante de la DMK comprenne une fois de bon que leur candidat a perdu les élections en 2020. Si c'est ce combat qu'ils veulent mener, qu'ils sachent qu'il est

perdu d'avance. Le président autoproclamé le sait, sinon, il n'aurait pas fui. En même temps lorsqu'on entend le nouveau responsable de la DMK affirmer qu'ils ne refusent pas les élections, mais qu'ils veulent travailler à de meilleures conditions, on se demande où se situe exactement l'erreur? En effet, c'est le même discours que tenaient les

ces gesticulations. En tout cas, si l'objectif de toute cette mascarade est de rendre certaines personnes comme Paul Missiagbéto populaires, alors bonne chance aux machiavéliques.

Quoi qu'il en soit, les nouveaux dirigeants de la DMK doivent comprendre qu'ils n'ont aucun avenir politique s'ils se laissent embarquer sur cette

voie sans issue par monseigneur Kpodzro et le candidat malheureux de la DMK, Agbéyomé Kodjo.

La rédaction

Retour au pays

Agbéyomé Kodjo en a-t-il assez de son « champ de maïs » ?

Agbéyomé Messan Kodjo, président national du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD), candidat malheureux de la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK) à l'élection présidentielle du 22 février 2020, sort enfin de son silence. Et ce dernier quémante son retour au pays. L'on croyait qu'il se plaisait bien dans son « champ de maïs »...



Agbéyomé Messan Kodjo

Agbéyomé Kodjo en a-t-il assez de son « champ de maïs » ? a-t-

il maintenant réussi à arracher sa prétendue victoire et à remplacer

Faure Gnassingbé à la tête du pays ? Ou bien c'est pour achever cette

mission qu'il demande la levée du contrôle judiciaire sur sa personne afin qu'il puisse revenir? ... Monsieur Kodjo devrait comprendre que le Togo n'est pas un pays de pagaille et que des institutions y sont installées et fonctionnent correctement.

Il ne peut donc pas défier les institutions de la République, poser des actes qui menacent la paix sociale et s'attendre à ce que l'on le regarde sans rien faire. A ce jour, le président du MPDD n'a apporté aucune preuve de sa prétendue victoire, ni devant la justice, ni devant les populations togolaises. Lui et ses soutiens passent leurs temps à vilipender les autorités togolaises sur les réseaux sociaux. Après avoir tenté en vain d'impliquer la communauté internationale dans

cette fausse crise, notamment le groupe des ambassadeurs occidentaux au Togo, il a compris que son mensonge ne prospérera pas. Aujourd'hui, toutes les opinions politiques cohabitent au Togo dans le respect des lois, des institutions et sans menacer la paix civile.

Si Agbéyomé Kodjo veut résider au Togo, qu'il fasse de même. Il devrait aussi conseiller à son mentor, monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro, de revenir vivre tranquillement ses vieux jours dans son pays. Personne ne lui en veut. Mais, s'ils préfèrent les délices de l'exil, tant mieux.

Quoi qu'il en soit, personne, même Agbéyomé ou Kpodzro, n'imposera les conditions d'un retour, aux institutions togolaises.

TM

Mali/Sécurité

L'Allemagne se donne neuf à douze mois pour retirer ses soldats

L'Allemagne table sur neuf à douze mois pour retirer ses soldats du Mali, retrait imposé par les nouvelles réalités du pays sous la direction des militaires, mais qui ne met pas fin à l'aide au développement, ont précisé deux ministres jeudi 13 avril lors de leur visite.



Entraînement des militaires maliens par les troupes allemandes

Le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius, nommé en janvier, a rendu visite au contingent allemand de la mission de casques bleus de l'ONU (Minusma) à Gao (nord), dans la perspective

de ce retrait déjà annoncé d'ici à mai 2024. Il était accompagné de la ministre du Développement Svenja Schulze.

« On ne parle pas du déménagement d'une

famille de cinq personnes avec un camion. C'est une opération logistique militaire qu'on n'arrange pas comme ça et qui nécessite les neuf à douze prochains mois en fonction des circonstances », a-t-il

déclaré. L'Allemagne compte plusieurs centaines de soldats parmi les 12 000 déployés par la Minusma dans ce pays en proie à la propagation djihadiste et aux violences de toutes sortes. C'est la plus

avec la France et ses partenaires européens contre les djihadistes et se sont tournés militairement et politiquement vers la Russie. Ils se sont adjoint le concours de centaines d'hommes décrits en fonction des sources comme des instructeurs de l'armée russe ou des mercenaires de Wagner, un groupe russe de sécurité privé aux agissements décriés.

La junte a aussi imposé des restrictions aux opérations de la Minusma. L'ONU a exprimé son inquiétude quant à la sécurité des opérations des casques bleus après le départ des Français, mais aussi d'autres contingents. Plusieurs pays ont décidé d'arrêter ou de suspendre leur participation à la Minusma ces derniers mois. Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a indiqué cette semaine que la Jordanie avait informé à son tour l'ONU en février de sa décision de mettre fin immédiatement à sa contribution.

Sources : Le Monde Afrique

importante contribution occidentale, selon un rapport de la mission publié cette semaine.

Les colonels qui ont pris le pouvoir par la force en 2020 ont rompu l'alliance

Gabon/Elections

Une coalition de l'opposition veut un équilibre des membres du Centre gabonais des élections

A l'approche des opérations de révision des listes électorales au Gabon, en prévision des élections dans le pays, et alors que le Centre gabonais des élections, instance chargée d'organiser les scrutins, a été renouvelé, en février, l'opposition a rencontré le président de la CGE en fin de semaine dernière. Elle est allée demander un équilibre dans la composition des équipes devant présider à l'organisation des trois prochains scrutins dans le pays.

Au Centre gabonais des élections, (CGE), l'on est à pied d'œuvre depuis le mois de février. On attend la mise en place de ses équipes, notamment à l'intérieur du pays. Avec les expériences du passé, l'opposition a jugé utile de rencontrer le nouveau président du CGE avant même la composition des équipes.

Réunie autour du Congrès de l'opposition républicaine et patriotique (CORP), une coalition de l'opposition gabonaise est allée demander un équilibre dans toutes les branches de l'organisation, afin de

rompre avec les pratiques du passé.

« Le CORP est allé dire sa disponibilité de travailler avec le CGE, à condition que soient respectés le quota, l'équité et surtout la neutralité que lui confère le serment, explique Claymartial Obame, porte-parole du CORP, joint par Sébastien Nemeth, de la rédaction Afrique. Parce qu'il a été observé que, dans toutes les commissions électorales, locales, départementales et communales, c'est le PDG [Parti démocratique gabonais, NDLR] qui s'en tire à bon compte, nous



MICHEL STÉPHANE BONDA

avons dit qu'il faudrait maintenant que toutes les parties prenantes soient représentées équitablement, qu'une fois que ce sera attribué, que cela reflète la physionomie

républicaine démocratique de notre pays. L'expérience passée nous prouve que la majorité s'est toujours taillée la part du lion mais vous comprendrez aisément ce qu'il pourrait y avoir comme

danger. Comme toujours, la démocratie va bégayer et la crédibilité aussi sera mise en jeu. Mais nous faisons confiance à l'équipe actuelle, notamment à son président, pour sa probité morale et intellectuelle ».

Pour rappel, la grande concertation politique qui s'est achevée dans le pays en février dernier a accouché de plusieurs décisions dans le sens de l'organisation des élections crédibles, transparentes et apaisées. Par exemple, l'âge limite pour être candidat au Gabon est revu à 30 ans, au lieu de 18 par le passé. Le mandat du président de la République reste illimité et est désormais de 5 ans au lieu de 7. Tous les mandats politiques sont harmonisés avec un scrutin à un seul tour pour chaque élection.

T.M.

Programme Compact

Le Togo bénéficie de 12 millions de dollars du MCC

L'accord officialisant l'éligibilité du Togo au programme Compact du Millenium challenge corporation (MCC) a été officiellement signé le 14 avril dernier à Washington. La signature est intervenue entre le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya et le vice-président des opérations du Compact, Cameron Alford, en marge des assemblées annuelles du printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

L'opération est réalisée quatre mois après l'éligibilité du Togo au programme. En effet, le Togo a été déclaré éligible au Compact le 14 décembre 2022. « La signature de cet accord est un événement très important pour la nation togolaise. En effet, conscient de l'urgence d'établir des partenariats pour développer l'économie togolaise, le Togo a entrepris depuis 2014, des réformes courageuses telles que l'amélioration du climat des affaires, l'assainissement des finances publiques, la modernisation des services publics, la promotion de la bonne gouvernance, etc. Cette dynamique a entraîné

l'admission du Togo au programme Threshold de la Millennium challenge corporation, le 14 février 2019, dont l'objectif était de renforcer la mise en œuvre des réformes devant conforter les efforts de développement du Togo et le rendre éligible au programme Compact de la MCC », a indiqué Sani Yaya.

L'enveloppe de 12 millions de dollars mise à la disposition du pays par le MCC lui permettra de concevoir et formuler des projets qui seront ensuite, le cas échéant, financés par le Compact. « Nous sommes conscients que cet accord nous appelle à multiplier les efforts et nous engage à formuler



Les officiels à la signature de l'accord

dans les plus brefs délais les projets du Togo. Dans un contexte mondial marqué par des crises dues à la pandémie à coronavirus, la guerre en Ukraine, l'inflation et les menaces terroristes, le gouvernement togolais base ses actions sur une feuille de route claire de projets et réformes prioritaires à mettre en œuvre jusqu'en 2025. Cette feuille de route s'est assignée des objectifs bien précis, au sein desquels,

nous pouvons citer l'accès à l'électricité pour toutes les populations urbaines et rurales du Togo d'ici 2030 et l'accélération de la digitalisation des services publics et de l'accès à internet ». Dans le cadre du programme Compact, le Togo va accélérer la réalisation des projets de la feuille de route gouvernementale, tout en mettant l'accent sur l'accès des populations à l'électricité et aux Technologies de

l'information et de la communication (TIC).

Le pays bénéficie déjà du Programme de seuil d'un montant de 35 millions de dollars. Lancé depuis 2004, le programme Millennium challenge corporation est une initiative par laquelle les Etats-Unis appuie les pays engagés dans la promotion des bonnes pratiques de gestion et la réforme économique.

Félix Tagba

Facilitation du transit en Afrique de l'ouest

Des acteurs du commerce et des transports renforcent leurs capacités

A Lomé se tient depuis lundi 17 avril un atelier national de formation des acteurs du commerce et des transports sur la facilitation du transit, du transport et des échanges en Afrique de l'ouest. La rencontre est organisée par le ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale en collaboration avec le ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires.



Photo de famille des participants

Pendant cinq jours, les participants vont échanger et faire des recommandations pour une bonne harmonisation de la réglementation sous régionale pour la mise en œuvre des conventions sur des questions de

transit, transport et facilitation des échanges. L'atelier est placé sous les thèmes: « cadre légal du transport au Togo » et « les incoterms, les contrats du transport et les assurances du secteur des transports au Togo ».

Il permettra de valider la stratégie sous-régionale pour la mise en œuvre des conventions sur des questions de transit, transport et facilitation des échanges afin de mieux coordonner le secteur.

« L'application convenable de la réglementation dans les secteurs du commerce, du transport et du transit des marchandises conformément aux normes internationales et régionales, constitue l'un des défis auxquels certains pays membres de la Cedeao comme le Bénin, le Burkina-Faso, le Niger et le Togo font face depuis plusieurs années », a souligné le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze.

Malgré les bonnes relations commerciales entre ces quatre pays, ils sont confrontés à des difficultés liées à un faible niveau d'harmonisation des textes réglementaires. Pour sa part, le ministre des Transports routiers, aériens et ferroviaires, Affoh Atcha-Dedji a souligné l'importance du secteur des transports pour la création de la richesse. « Le secteur des transports constitue un des leviers essentiels

pour l'amélioration des conditions de production des richesses, de mobilité des biens et des personnes et de renforcement de l'intégration régionale et internationale. Le gouvernement, conscient de ces enjeux, s'est investi depuis plusieurs années dans la modernisation des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, dans le but de développer et d'améliorer l'efficacité des services logistiques pour le commerce, conformément à l'ambition V de la feuille de route 2020-2025, qui vise à affirmer la place de notre pays en tant que hub logistique et de services », a-t-il précisé.

La rencontre est organisée avec l'appui de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Cadre Intégré Renforcé (CIR).

Félix T.

Togo

Quelle stratégie face à la hausse des prix du coton ?

Une chose est d'avoir des stratégies de développement, et l'autre, plus importante, est de définir avec minutie l'ossature financière pour atteindre les objectifs. Le Togo fait partie des pays en développement qui affichent une volonté traduite dans les faits. Le budget 2023 du pays fait ressortir clairement les axes de développement à renforcer. Par ailleurs, les mesures d'allègements fiscaux en 2023 sont une réalité dans ce processus de développement, le tout dans un élan de redynamisation de l'agro-industrie.



Coton à l'état brut

L'or blanc reste l'une des cultures les plus stratégiques en matière de création de valeur et d'emplois. Après que le secteur a été à la traîne depuis quelques années, l'Etat a mis les bouchées doubles pour l'amélioration significative des paramètres de production afin d'affirmer le rôle moteur de cette culture. Le coton a connu des moments difficiles. Malgré les campagnes intensives de mobilisation et d'encouragement à l'égard des producteurs, le niveau de production a considérablement chuté.

Synergie avec Olam pour amortir le choc

Sur la période 2018-2019, la production a atteint 137 000 tonnes. Alors que l'on s'attendait à une hausse l'année suivante, la production de la campagne 2019-2020 est descendue à 116 000 tonnes et à 66 000 tonnes sur la période 2020-2021. Face à cette situation, l'Etat a créé des opportunités pour doubler les rendements, moderniser l'outil industriel sur toute la chaîne, de la production à la transformation.

Le Togo s'est orienté vers le groupe singapourien Olam. Ce dernier est désormais l'actionnaire majoritaire de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) avec 51% des parts s'élevant à 22 milliards de francs CFA. Olam est devenu la pièce maîtresse du secteur et devrait jouer un rôle clé pour booster les rendements comme dans d'autres pays du continent africain. Au Tchad par exemple, il a remobilisé les cotonculteurs et relancé la production qui est remontée à 115 000 tonnes pour la campagne 2019-2020 contre 17 000 tonnes lors de la campagne 2016-2017.

Pour la campagne 2021-2022, il est annoncé un investissement de 4,6 milliards de francs CFA pour faire rebondir la production cotonnière à 135 000 tonnes. En outre, le nouveau plan stratégique avec l'entrée en jeu d'Olam donne également pour ambition de parvenir à une production de 225 000 tonnes à l'horizon 2025. Le gouvernement a par ailleurs l'intention de développer la marque « coton made in Togo

» de façon à bénéficier d'un différentiel de prix par rapport à la qualité. Et aujourd'hui, le développement et la mise en valeur de tous les coproduits du coton sont mis sur la table. L'objectif est d'offrir de nouvelles opportunités aux cotonculteurs en augmentant leurs revenus grâce à la commercialisation de ces coproduits.

Campagne cotonnière 2021-2022, la chute

Au Togo, la campagne cotonnière 2021-2022 a enregistré une nouvelle chute après celle de 2020-2021, en dépit d'une prise de contrôle de la filière par le

tôt, la production était de 66.000 t. La baisse enregistrée cette année, ressort ainsi à environ 25%.

Au cours de la campagne 2021-2022, 74.000 ha de terres cultivables ont été exploitées contre 193.000 ha annoncés au début de la saison. La baisse de productivité constatée s'explique, selon la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) par l'abandon de la filière coton au profit de la culture du Soja qui d'après les producteurs, est plus rentable.

Face à cette situation, la Société cotonnière a pris de nouvelles mesures incitatives. Il s'agit notamment de la hausse du prix du coton graine de 1er choix à 300 F CFA le kilogramme et à 280 F CFA le kilogramme de coton graine de 2è choix, alors qu'ils étaient respectivement vendus à 265 FCFA le kg et 225 FCFA le kg. Pour cette nouvelle campagne 2022-2023, l'objectif est d'emblaver 180.000 ha pour une production de 146.000 t de coton.

Source : Togo First

2022-2023, prix du coton en hausse

En mai 2022, la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) a renseigné que le prix initial d'achat du kg de coton-graine de premier choix est à 300 francs CFA. Celui de deuxième choix est à 280 francs. Ceci équivaut à une hausse respective de 13% (35 francs) et 24% (55 francs) par rapport à la campagne précédente qui était de 265 francs le kg et 225 francs le kg.

Pour cette nouvelle campagne, il sera mis en place des zones



Cotons entassés

à l'occasion du lancement de la nouvelle saison en fin de semaine dernière à Kara. Une année plus

d'aménagement agricole planifiées (Zaap) dédiées à la production cotonnière, des



La récolte du coton

facilités de labours à crédit aux producteurs, etc. "Nous voulons aller vers la transformation locale afin de donner à cette culture sa place dans l'économie togolaise", a dit le président de la FNGPC.

Du côté de la NSCT, la priorité est à la relance de la filière cette campagne cotonnière. "Nous devons reconquérir et relancer la filière coton. Le secteur agricole a beaucoup évolué ces dernières années mais la filière coton reste la même. Nous devons repenser nos méthodes de travail et apporter aux producteurs des outils appropriés afin de renouer avec la rentabilité du coton togolais", lance Martin Drevon, directeur général de la NSCT.

La NSCT entend renforcer ses actions sociales par le développement de son programme de forages au sein des coopératives cotonnières par la fourniture d'eau potable. La caravane de la santé se poursuivra également pour favoriser la prise en charge des malades sans oublier les programmes d'aménagement des pistes rurales etc. Source : Agridigitale

Disponibilité des intrants et pistes de redynamisation

Les prix de cession des intrants agricoles aux cotonculteurs ont été subventionnés. Ils sont fixés comme suit : l'engrais NPKSB 12-20-18-51 (295 FCFA le kg), l'engrais urée 46%N (275 FCFA le kg), les insecticides classiques (3 000 FCFA la dose de traitement à l'hectare), les produits alternatifs (4 800 FCFA la dose de traitement à l'hectare), l'herbicide total (2 200 FCFA le litre), l'herbicide prélevé (8 820 FCFA le litre), l'herbicide post-levé (5 700 FCFA le litre), le régulateur de croissance (2 200

FCFA le litre).

Le coton est un secteur stratégique malgré des difficultés rencontrées au cours de la campagne 2020-2021 avec une production de 67 000 tonnes. Elle traduit une baisse de 43% par rapport aux 116 000 tonnes de la saison précédente. Pour éviter ces régressions, l'Etat a fait récemment le choix de la privatisation pour une gestion plus efficiente. Il déploie de grands efforts d'industrialisation pour faire de la filière une vraie source de revenus et d'emplois, plus qu'elle ne l'est déjà. Pour continuer sur cette même lancée, un parc industriel est

2021-2022, le Togo projette d'atteindre 225 000 tonnes d'ici 2025.

Le plan d'Action et le chronogramme adoptés par la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) et la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC) feront objet de partage avec les producteurs.

Stratégie d'exportation

Alors que le coton est essentiellement cultivé au Togo pour l'exportation de sa fibre, le pays explore le potentiel de développer toute une chaîne de valeur, autour de ses coproduits. Le projet a fait l'objet d'une

responsables et membres des organisations professionnelles et paysannes productrices de coton au Togo, de même que des directeurs régionaux des ministères du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale. « Le gouvernement togolais met tout en œuvre pour diversifier et professionnaliser les filières agricoles, en particulier la filière cotonnière, pour nourrir les ambitions des industries de transformation qui s'installent de plus en plus dans notre pays au mérite de l'amélioration continue du climat des affaires. », a relevé le secrétaire général du ministère de l'Agriculture lors des travaux.

Cette enquête qui veut évaluer « le potentiel de notre pays à développer les coproduits du coton en tant que chaîne de valeur parallèle à la production du coton », selon le ministère de l'Agriculture, a été menée dans le cadre du Projet relatif au transfert de technologie pour les coproduits de l'or blanc au Togo, implémenté par la Cnuced et financé par le Cadre intégré renforcé. Un coproduit du coton est une substance créée ou obtenue au cours du même processus de fabrication et en même temps que le produit principal. Dans ce contexte, ceci concerne notamment, la tige du cotonnier, la fibre et la graine, de même que le linter (fibres de basse qualité produites au cours de l'égrenage).

A ce jour, le coton reste surtout la principale culture de rente exploitée au Togo. Les ventes



Aperçu d'un champ de coton

presque sur pied, de même que la construction d'une usine sur la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) pour la transformation sur place de 5 000 tonnes de fibres d'ici 2022 et 25 000 tonnes d'ici 2025. Avec une prévision de production de 135 000 tonnes pour la campagne

étude de faisabilité, dont les résultats ont déjà été validés. La session de validation a réuni les acteurs de la filière coton, notamment la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), la FAO, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), des

de fibre à l'étranger ont rapporté quelque 64 millions \$ (environ 36 milliards FCFA) en 2020, 98 millions en 2019, avec ses plus importants clients basés en Asie du Sud Est (Malaisie, Vietnam, Inde et Chine).

Attipoe Edem Kodjo

Épreuve: Sciences

Durée : 1h
 $\pi = 22/7$, $R = 3m$, $N = 5Hz$
 Problème 1
 Montre que la partie rasé est un cercle
 Problème 2
 Calcule le diamètre et l'air de ce cercle
 Problème 3
 Détermine le nombre de tour que le coiffeur a fait avant d'obtenir ce cercle puis déduis le sexe de la personne.

Bonne réflexion



Blagues

Mon voisin vient de me dire qu'il est sûr que sa femme vend les moutons en cachette car hier un gar l'a appelé pour demander si le mouton est là .

Allô papa, j'ai volé tes 20.000f pour jouer 1xbet et j'ai gagné 20 millions.

Répond comme un père africain!

La police a arrêté un barriba ce matin; il lui demande s'il a besoin d'avocat. Il dit si possible mais avec deux pains sucrés, sinon qu'il a faim

J'ai enceinté ma ménagère et je l'ai épousée en même temps. Maintenant elle refuse de prendre une ménagère.

Dans la vie, il ne faut jamais forcer les choses, quand c'est pour toi c'est pour toi. Aujourd'hui ma femme a ramené mon ex à la Maison comme servante.

Avoir deux gars n'est pas un problème. Le vrai problème survient, lorsque celui que tu aimes veut ça RASÉ et celui qui te finance veut ça POILU

Épreuve: Sciences

Il a appelé son ami et lui a dit: "J'ai besoin d'argent, ma mère est malade et je n'ai pas d'argent pour son traitement." Son ami a dit: "Très bien mon cher ami, appelle-moi plus tard." Il l'a appelé mais son téléphone était éteint.

Il n'arrêta pas d'appeler jusqu'à ce qu'il soit fatigué. Et est allé chercher un autre ami qui peut l'aider avec les frais de traitement. Mais il ne pouvait trouver personne qui puisse l'aider. Il est rentré chez lui et a trouvé un paquet de médicaments près de l'oreiller de sa mère et elle dormait.

Il a demandé à son frère, le frère lui a dit: " Ton ami est venu et a pris les ordonnances et a apporté ces médicaments, il vient de sortir il n'y a pas longtemps".

Il sourit et, les larmes aux yeux, il sortit chercher son ami et quand il le trouva; il lui a demandé: "où étais-tu, je t'ai appelé depuis mais ton téléphone était éteint ..?"

L'ami lui a répondu: "J'ai vendu mon téléphone et acheté les médicaments pour ta mère" Imaginez si c'était vous. Comment vous sentiriez-vous? Vous avez votre propre téléphone, mais vous ne pouviez pas le vendre pour sauver votre mère.

Nous avons tous quelque chose à donner ... Notre temps, notre argent, nos biens, notre générosité, notre gentillesse, notre amitié, même un sourire peuvent aider beaucoup. Dieu dans sa sagesse nous a tous bénis avec des dons différents, personne n'est trop pauvre pour donner. Gloire à Lui . Ensemble nous pouvons

Photo du jour



Légendez et commentez la photo ci-dessus

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Bénéglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ;

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ARAA



ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food
RAAF

**Avis à manifestation d'intérêt
Sélection de consultant individuel**

Source de financement :	Budget 2023 ARAA
Méthode de sélection :	Sélection de Consultant (e) individuel (le)
Référence sélection :	ARAA/BUDGET/2023/SCI/020
Objet :	Sélection d'un (e) Consultant (e) pour la mise à jour du système informatique du dispositif de suivi-évaluation et de la plateforme de gestion des appels à propositions.
Date de publication:	07 AVRIL 2023
Date de limite:	28 AVRIL 2023

1. La Commission de la CEDEAO a bénéficié d'un financement de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) pour le financement des coûts du Projet de Promotion de modèle d'alimentation scolaire intégré en Afrique de l'Ouest (PMAI-AO) et a l'intention d'utiliser une partie du financement pour le paiement des services d'un (e) consultant(e) **pour la mise à jour du système informatique du dispositif de suivi-évaluation et de la plateforme de gestion des appels à propositions.**
2. Les termes de référence détaillés sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et à travers le lien dropbox suivant : <https://www.dropbox.com/scl/fo/oj8zllumn513kn5rcx86mk/h?dl=0&rlkey=cp65uarqkp6etj2s93gmzml1i3>
3. Les candidatures sont reçues au plus tard le **28 avril 2023 à 17h00 GMT** en suivant les instructions mieux décrites dans les termes de références.
4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org, mnakorba@araa.org avec en objet: « **SCI020- Consultant(e) MESECOPS**»



Déforestation

Les communautés autochtones mènent une lutte sans concession

Chaque année, les forêts mondiales perdent suffisamment d'arbres pouvant occuper une surface équivalente à celle du Portugal. Une grande partie de cette déforestation a lieu sur des terres de peuples autochtones et souvent sans leur consentement préalable. Toutefois, ces communautés demandent que les choses changent et luttent pour protéger leurs terres ancestrales.



Nemonte Nenquimo

Ainsi, des groupes autochtones déploient des efforts de conservation efficaces, effectuent des patrouilles en forêt, et dans certains cas, vont même jusqu'à traduire des gouvernements et des sociétés immobilières en justice dans l'objectif final de protéger les forêts qui disparaissent rapidement. Au cours des dernières années, nombre de responsables communautaires, à l'instar de Nemonte Nenquimo, du peuple autochtone Waorani d'Équateur, ont fait face à des gouvernements et des entreprises puissantes afin de protéger leurs terres ancestrales et leur mode de vie.

En 2019, madame Nenquimo a dirigé une action en justice qui a conduit à l'interdiction de l'extraction de ressources sur environ 250 000 hectares de terres ancestrales de son peuple. La victoire lors de ce procès a apporté un espoir nouveau aux communautés autochtones du monde entier. Garantir les droits des peuples autochtones et des communautés locales est l'une des principales ambitions du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming, un accord historique conclu en décembre 2022 à Montréal lors de la CoP 15 sur la biodiversité ; dans le but de guider l'action mondiale pour la nature d'ici à 2030. L'appui aux personnes luttant pour protéger les forêts et la nature dans leur ensemble est une autre part importante du travail du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue). « Les spécialistes

de la conservation et les défenseurs des droits humains en lien avec l'environnement sont des agents essentiels du changement en matière de préservation, protection et restauration des forêts », souligne Patricia Mbote, directrice de la division juridique du Pnue. « Le Pnue s'est engagé à contribuer à mettre en avant et protéger ces défenseurs dans le cadre de ses efforts de promotion des obligations concernant les droits humains relatifs à un environnement propre, sain et durable », ajoute-t-elle.

Pour beaucoup, la pression des peuples autochtones en faveur de la protection de leurs droits sur les terres et territoires est déterminante pour freiner la déforestation. Selon Constantino Auccha Chutas, cofondateur de la Asociación de Ecosistemas Andinos (ECOAN) et désigné champion de la terre des Nations Unies en 2022, également d'ascendance quechua autochtone, il y a une bonne raison à cela. « Les communautés autochtones ne rasant pas des forêts entières », indique-t-il. « Elles coupent quelques arbres ou des branches, mais jamais des forêts entières... elles considèrent la forêt et les créatures qui l'habitent comme des membres de leur famille », a-t-il précisé. Héros discrets de la conservation, les peuples autochtones représentent environ 476 millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils possèdent, gèrent ou occupent un quart des terres de la

planète abritant 80 % de la biodiversité mondiale. Cependant, des pratiques extractives telles que l'exploitation forestière à grande échelle, l'agriculture industrielle et les activités minières menacent dans le même temps les droits des peuples autochtones et des écosystèmes forestiers essentiels.

Promouvoir un partage juste et équitable des avantages issus des forêts

Les communautés autochtones ne luttent pas uniquement pour rester responsables des écosystèmes sur lesquels repose leur mode de vie. Elles exigent également le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques issues des forêts qu'elles habitent. Les ressources génétiques désignent le matériel génétique des plantes, animaux et microorganismes utilisé pour créer de nouveaux médicaments, espèces cultivables et produits cosmétiques lucratifs, entre autres. L'accès aux avantages et leur partage dans des conditions équitables est l'un des principaux objectifs du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui reconnaît qu'en plus du besoin urgent d'utiliser durablement la nature, il est nécessaire que les communautés bénéficient de ce qui provient de leurs terres.

Les forêts font partie des ressources les plus précieuses pour les populations et la planète. Elles contribuent aux moyens de subsistance de 1,6 milliard de personnes et abritent plus de la moitié des espèces terrestres d'animaux, de plantes et d'insectes du globe. Elles assurent le cyclage et le recyclage de l'eau, maintenant un niveau stable et sain d'humidité et de précipitation.

Les forêts jouent également un rôle essentiel dans l'atténuation des effets de la crise climatique grâce à leur capacité d'absorption et de stockage du dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère, ainsi que dans la contribution à la compensation des

émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, en raison de la déforestation, 12 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année, principalement pour les besoins de la production de produits de base agricoles tels que l'huile de palme, la viande de bœuf, le soja, le bois d'œuvre, la pâte à papier et le papier. Pour mettre fin à cette tendance, il faut dissocier la production de produits de base de la déforestation. L'un des principaux obstacles à la dissociation de la production de produits de base de la déforestation est à ce jour le financement de l'agriculture durable, des solutions fondées sur la nature et des efforts de conservation. Afin que les peuples autochtones continuent d'assumer leur rôle de gardiens des forêts, un accès à des financements supplémentaires est nécessaire, à la mesure de leur contribution en matière de prévention de la déforestation et des crises du climat et de la nature qui y sont associées.

Selon le rapport État

par an sous la forme de ressources nationales, internationales, publiques et privées, en lien avec la biodiversité d'ici à 2030. Ce cadre appelle également à augmenter sensiblement les flux financiers internationaux allant des pays développés vers les pays en développement pour atteindre au moins 20 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2025 et au moins 30 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2030.

Constantino Auccha Chutas a bien souvent été confronté au manque de financements adéquats au cours de ses 30 années de travaux de préservation des forêts. « Pour réellement préserver et restaurer des forêts, vous avez besoin de cinq ans minimums. Mais la plupart des financements que nous obtenons pour des projets de conservation portent sur un ou deux ans. Ce n'est pas réaliste », affirme-t-il. Selon M. Chutas, les forêts ne sont pas seulement des écosystèmes précieux pour l'ensemble de l'humanité : elles sont également



Constantino Auccha Chutas

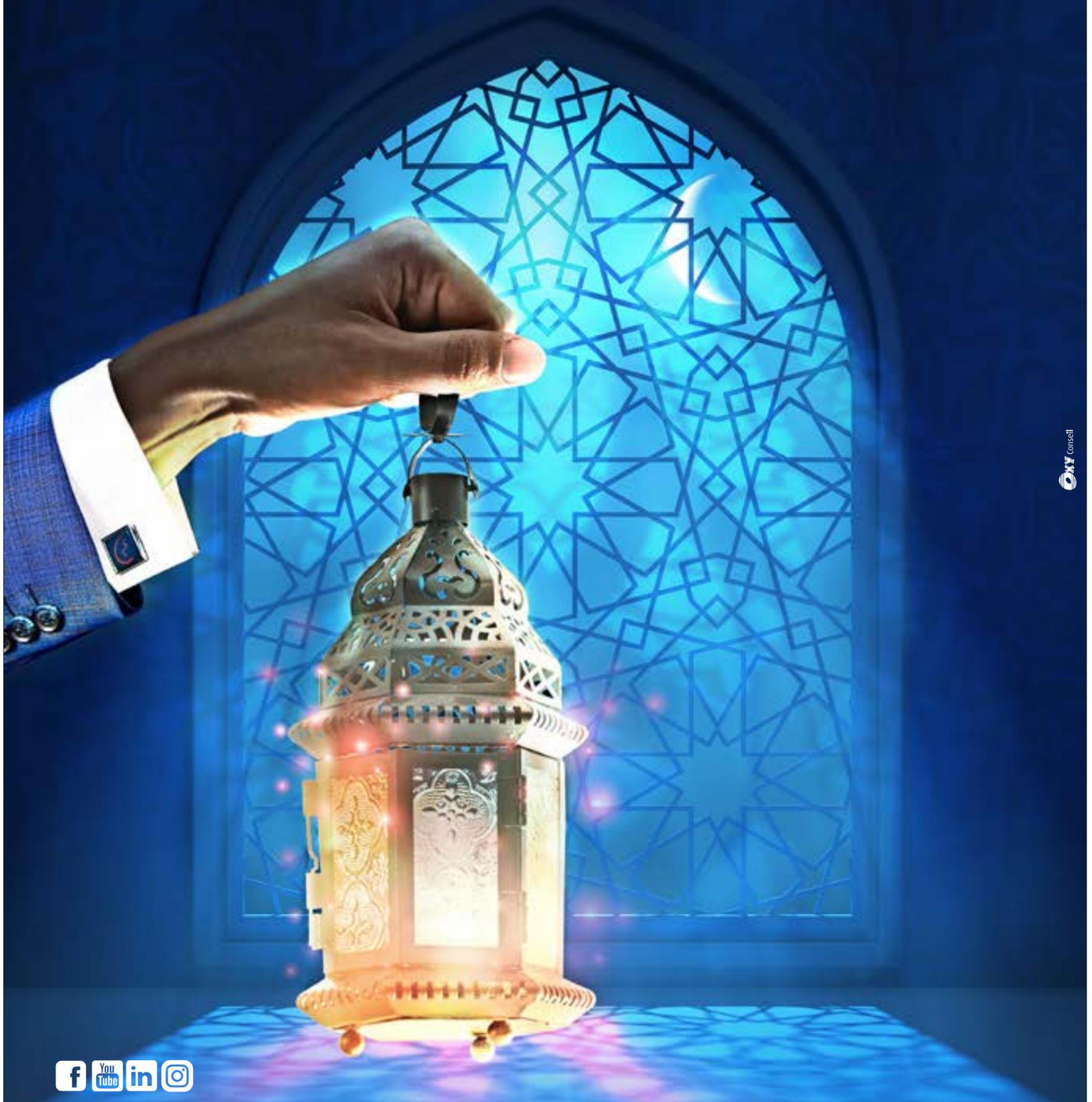
du financement pour la nature 2022 du Pnue, le financement total des solutions fondées sur la nature représente actuellement 154 milliards de dollars des États-Unis par an. C'est toutefois moins de la moitié des 384 milliards de dollars des États-Unis devant être mobilisés chaque année d'ici à 2025 pour atteindre les cibles relatives aux changements climatiques, à la biodiversité et à la dégradation des terres. Pour contribuer à combler ce déficit de financement, le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal appelle à mobiliser au moins 200 milliards de dollars des États-Unis

le lieu de vie de millions d'autochtones autour du globe. Il a donc un message pour les personnes souhaitant collaborer avec ces communautés pour protéger et restaurer des forêts.

« Les forêts doivent être comprises et respectées. La seule option pour y parvenir est de faire appel aux communautés autochtones. J'ai obtenu de bons résultats en travaillant avec des communautés autochtones dans le cadre de travaux de restauration parce que je les respecte, je leur parle, je les écoute et j'apprends d'elles », révèle le champion de la terre.

Edem Dadzie

Passons ensemble un très
bon mois de Ramadan



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



COMISSÃO DA CEDEAO**COMMISSION DE LA CEDEAO**

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ARAA

**ECOWAS COMMISSION**

Regional Agency for Agriculture and Food
RAAF

Avis à manifestation d'intérêt Sélection d'un (e) consultant (e) individuel(le)

Projet :	Programme Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA).
Source de financement :	FIDA
N° Accord :	2000003329
Méthode de sélection :	Sélection de Consultant (e) individuel (le)
Référence sélection :	ARAA/PRIMA/2023/SCI/016
Objet :	Sélection d'un (e) Consultant(e), Coordinateur(trice) Régional(e), conseiller (ère) expert (e) technique principal (e) en marché et commerce des produits agricoles
Date de publication :	06 AVRIL 2023
Date de limite :	05 MAI 2023

1. La Commission de la CEDEAO a bénéficié d'un financement du FIDA pour le financement des coûts du Programme régional d'intégration des marchés agricoles (PRIMA) et a l'intention d'utiliser une partie du financement pour le paiement des services **d'un (e) Consultant(e), Coordinateur (trice) Régional(e), conseiller (ère) technique principal (e) expert (e) en marché et commerce des produits agricoles.**

2. Les termes de référence détaillés sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et à travers le lien dropbox suivant : <https://www.dropbox.com/scl/fo/zatmsfvddp99qqmj2putw/h?dl=0&rlkey=cwvxnakhz1xgpok3ehzqpbajr>

3. Les candidatures sont reçues au plus tard le **05 MAI 2023 à 17h00 GMT** en suivant les instructions mieux décrites dans les termes de références.

4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org, mnakorba@araa.org avec en objet « **SCI016- PRIMA- Coordonnateur(trice) Régionale** »